

France/Présidentielle 2017

Le débat identitaire menace d'enflammer la primaire à droite

AFP  
Paris, France

Les passes d'armes sur les thèmes de l'islam, de la laïcité et de l'immigration se multiplient entre les deux favoris : Alain Juppé et Nicolas Sarkozy.

ISLAM, laïcité, immigration : les polémiques identitaires menacent d'écraser le débat à droite en France, où les cou-teaux sont sortis à trois mois d'une primaire cruciale pour la présidentielle de 2017. Prémices d'une lutte acérée, les passes d'armes sur ces thèmes se multiplient entre les deux favoris du scrutin prévu pour fin novembre, l'ancien Premier ministre Alain Juppé, en tête dans les sondages, et Nicolas Sarkozy, déterminé à reconquérir l'Elysée. L'ex-président s'est lancé dans une campagne à droite toute depuis l'officialisation de sa candidature à la primaire le 22 août. Il défend pêle-mêle l'interdiction du burkini, réclame celle du voile à l'université ou encore la suppression du regroupement familial pour les immigrés. Alain Juppé a pris son exact

contre-pied, martelant ce week-end devant ses partisans près de Paris sa volonté de "rassembler plutôt que d'exciter les surenchères". Campé sur un profil modéré, il s'est revendiqué, à 71 ans, "l'homme de la situation" au moment où la France, cible des jihadistes, est secouée par des tensions sociétales qui, à l'instar de la polémique sur le burkini, affectent l'image du pays à l'étranger. "Je ne serai pas le candidat des compromis bancals, des dénis de réalité et des demi-solutions sur l'immigration comme sur le reste", a proclamé samedi soir Nicolas Sarkozy, brocardant les "oreilles sensibles" à ses projets de son principal rival. "Nous ne voulons pas de signes extérieurs d'appartenance à une religion dans notre pays", a-t-il répété, invoquant, devant les jeunes de son parti Les Républicains, la préservation du "mode de vie français". "OU EST-CE QU'ON ARRÊTE ?" • Alain Juppé a vertement répliqué hier. "La France est diverse et ça, je n'en démordrai pas. Nous n'avons pas tous les mêmes origines, nous n'avons pas tous la même couleur de peau, nous n'avons pas tous les mêmes religions et ça, ça se respecte". "Où est-ce qu'on arrête au

jour d'hui cette frénésie qui s'est emparée de la société française ? Va-t-on demain interdire le port de la jupe longue à l'école ?", a-t-il ironisé sur la radio Europe 1. Outre son opposition à une loi anti-burkini "de circonstance", Alain Juppé s'est déjà prononcé ces derniers mois contre l'interdiction du voile à l'université ou celle des menus de substitution au porc dans les cantines scolaires, prônées par M. Sarkozy au nom de la laïcité. Il a rejeté samedi une autre revendication phare de l'ex-président, l'internement préventif des suspects de radicalisation dans des centres de rétention administrative, refusant "un Guantanamo à la française où l'on enfermerait sans jugement des milliers de personnes". La primaire à droite est cruciale pour la présidentielle de 2017 en France, tant les divisions de la gauche au pouvoir et l'impopularité du président socialiste François Hollande, qui fera savoir fin 2016 s'il brigue un nouveau mandat, apparaissent profondes. Son vainqueur a toutes les chances de se trouver en position de force pour gagner la course à l'Elysée en mai prochain, probablement à l'issue d'un duel avec Marine Le Pen,



Photo : AFP

L'ancien président Nicolas Sarkozy...

que tous les sondages donnent qualifiée pour le second tour. Outre le climat de tension lié à la menace terroriste, l'omniprésence à droite du débat identitaire s'explique à cet égard en partie par la tentative de séduire l'électorat du Front national (FN, extrême droite) de Mme Le Pen. L'immigration ou la place dans l'espace public de l'islam, deuxième religion de France, sont aussi un moyen de se distinguer pour les candidats à la primaire, qui sinon défendent des programmes économiques assez proches et tous marqués du sceau libéral. Les sondages sur la primaire réalisés depuis l'annonce de



Photo : AFP

... et le maire de Bordeaux Alain Juppé affichent un discours et des positions divergents sur les questions d'identité. De quoi enflammer le débat autour des primaires de la droite.

la candidature de Nicolas Sarkozy continuent de prédire une victoire d'Alain Juppé, mais une enquête TNS Sofres rendue publique hier met en lumière un net resserrement de l'écart entre les deux hommes. Au total, 13 candidats aspirent à participer au scrutin des 22 et 29 novembre. Mais en dehors d'Alain Juppé et de Nicolas Sarkozy, seuls deux autres sont assurés pour le moment d'être sur les rangs : François Fillon, ancien Premier ministre de M. Sarkozy, et un de ses ex-ministres, le quadragénaire Bruno Le Maire.

Burkini : une loi pourrait créer "d'irréparables tensions"

AFP  
Paris/France

Déclaration du ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve.

UNE loi interdisant le port du burkini serait "inconstitutionnelle, inefficace" et risquerait de créer "d'irréparables tensions", averti hier soir le ministre français de l'Intérieur

Bernard Cazeneuve dans une interview au quotidien La Croix. Si plusieurs personnalités à droite se sont prononcées pour une loi interdisant cette tenue de bain islamique très couvrante au cœur d'une très vive polémique, le gouvernement socialiste "refuse de légiférer sur ce sujet car une loi serait inconstitutionnelle, inefficace, et de nature à susciter des antagonismes et d'irrépa-

rables tensions", a estimé le ministre. Vendredi, la plus haute juridiction administrative française a mis un coup d'arrêt aux interdictions du burkini. Elle a rappelé les maires au "respect des libertés garanties par les lois", recadrant toutes les municipalités ayant interdit en France le port de ces tenues de bain islamiques. Cette décision n'a pas éteint la polémique qui agite la classe

politique française, au moment où plusieurs candidats à droite ont tenu des meetings de campagne ce week-end, en vue des primaires de novembre qui devront sélectionner son candidat pour la présidentielle de 2017. (Lire ci-dessus) L'ex-président Nicolas Sarkozy, qui s'est lancé dans une campagne très marquée à droite, a défendu l'interdiction du burkini, au nom de la

préservation du "mode de vie français". Son rival à droite, l'ancien Premier ministre Alain Juppé, en tête dans les sondages, s'oppose en revanche à une loi anti-burkini "de circonstance". "Où est-ce qu'on arrête aujourd'hui cette frénésie qui s'est emparée de la société française ? Va-t-on demain interdire le port de la jupe longue à l'école ?", a-t-il ironisé.

Etats-Unis/Présidentielle

L'équipe Trump à la peine pour clarifier son plan anti-clandestins

AFP  
Washington/Etats-Unis

Depuis mardi dernier, le candidat républicain à la Maison Blanche souffle le chaud et le froid sur la question de l'immigration.

DONALD Trump souhaite-t-il toujours expulser la totalité des 11 millions de clandestins, même ceux qui n'ont pas commis de délit ? Son entourage est resté flou hier sur ce qui fut la pierre angulaire de la campagne des primaires du républicain. Le candidat républicain à la Maison Blanche sème le trouble depuis qu'il a déclaré mardi qu'il pourrait assouplir son plan de lutte contre l'immigration clandestine, avant de se reprendre et d'adopter un ton plus dur. Il a promis que la priorité serait d'expulser les clan-

destins "criminels", mais reste flou sur le sort de ceux qui vivent aux Etats-Unis sans casier judiciaire. Un président Trump mettrait-il en place une "force d'expulsions" dédiée aux reconduites à la frontière, comme il l'avait annoncé l'an dernier ? "Il a décrit, dans son style franc habituel, un mécanisme et non une politique", a fait valoir son colistier Mike Pence sur CNN. "Vous aurez plus de détails dans les deux prochaines semaines sur la politique qu'il adoptera". « Nous aurons un mécanisme pour s'occuper des gens qui se trouvent dans ce pays. Il a utilisé le terme "humainement". Ce sera juste mais ferme, et il n'y aura pas de régularisation ou de naturalisation à moins que les gens quittent le pays », a ajouté M. Pence. La nouvelle directrice de campagne de Donald Trump, Kellyanne Conway, a elle aussi souligné que les 11 millions de sans-papiers seraient traités de

façon "juste et humaine". Quant à la force d'expulsions, elle a dit que Donald Trump "ne l'avait pas mentionnée depuis novembre" et que le problème était "complexe". La remise en cause du droit du sol à travers le cas des enfants nés aux Etats-Unis de parents clandestins n'est toujours pas tranchée, selon Mike Pence. "Toute la question de la nationalité, des Américains qui obtiennent la nationalité à la naissance, est un sujet pour l'avenir". En août 2015, Donald Trump avait publié ses principes de réforme migratoire parmi lesquels figurait la fin de l'obtention automatique de la nationalité. L'équipe Trump a cependant dénoncé le parti pris des médias, qui ne s'intéresseraient pas suffisamment aux soupçons de conflits d'intérêts entre la Fondation Clinton et le département d'Etat quand Hillary Clinton dirigeait la diplomatie,



Photo : AFP

La ligne du candidat républicain à la Maison Blanche Donald Trump sur l'immigration apparaît floue après les déclarations contradictoires de ces derniers jours.

de 2009 à 2013. "Des responsables du département d'Etat sous la responsabilité de la secrétaire d'Etat Clinton offraient un accès dédié et des faveurs spéciales aux grands donateurs de la fondation", a accusé Mike Pence, citant de nouveaux messages internes publiés récemment.

Et il a condamné le département d'Etat pour avoir annoncé que les agendas d'Hillary Clinton ne seraient rendus publics que le 30 décembre, longtemps après le scrutin de novembre, dans le cadre d'une procédure judiciaire lancée par l'agence de presse américaine Associated Press.

L'Afrique en bref

- Libye/Jihadistes. Ultime phase de l'offensive des forces du GNA. Les forces du gouvernement libyen d'union nationale (GNA) ont lancé hier "la dernière phase" de l'offensive sur les positions encore contrôlées par le groupe Etat islamique (EI) dans son bastion de Syrte. Quelque 1 000 soldats ont été mobilisés pour chasser totalement les jihadistes qui résistent dans deux quartiers de la ville côtière en grande partie reprise par les forces du GNA depuis le début de l'été.
- Egypte/Justice. L'avocat Malek Adly est libre. Un célèbre avocat égyptien des droits de l'Homme, Malek Adly, a été remis en liberté hier, plus de trois mois après avoir été arrêté pour son soutien à des manifestations hostiles au président Abdel Fattah el-Sissi, ont indiqué ses avocats.
- Mali/Violences. Cinq morts dans des affrontements entre éleveurs peuls et agriculteurs. Cinq personnes ont péri samedi dans la région de Mopti, dans le centre du Mali lors d'affrontements entre éleveurs appartenant à la minorité peule et agriculteurs, a-t-on appris hier de sources concordantes.

A travers le monde

- Espagne/Politique. Rajoy s'assure du soutien des libéraux. Les conservateurs espagnols se sont assurés hier du soutien des libéraux de Ciudadanos, encore insuffisant pour reconduire au pouvoir leur chef Mariano Rajoy et éviter de nouvelles élections, les troisièmes en un an.
- Iran/Nucléaire. Un "espion" arrêté puis libéré sous caution. L'Iran a arrêté "un espion" impliqué dans les négociations sur le nucléaire avec les grandes puissances mais ne l'a pas encore formellement inculpé, a rapporté hier le porte-parole de la justice.
- Turquie/Conflit. "Même détermination" contre les combattants kurdes et l'EI.

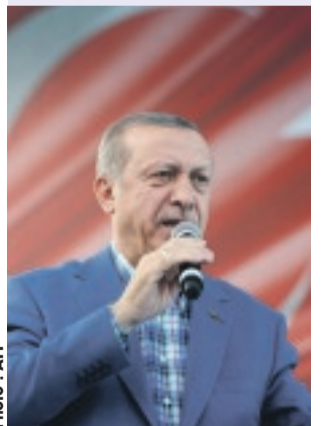


Photo : AFP

La Turquie veut lutter avec "la même détermination" contre les combattants kurdes et le groupe jihadiste Etat islamique (EI), a affirmé hier lors d'un discours à Gaziantep (sud-est) le président turc Recep Tayyip Erdogan dont l'armée mène une offensive dans le nord de la Syrie.